Monsieur le Président,

La nouvelle hausse record du chômage de 1,4 % en juillet porte le nombre de salariés privés d'emploi à 2 987 200 pour la seule catégorie A. Si l'on y ajoute les catégories B et C (travail partiel dans le mois), ce sont 4 733 000 personnes qui sont à la recherche d'emploi.

Avec ceux qui perçoivent le RSA, ceux qui sont en formation, etc… qui ne sont pas comptabilisés, la barre des 5 millions de chômeurs est franchie.

Les jeunes de moins de 25 ans et les plus de 50 ans sont les premières victimes.

Au cours de la conférence sociale de juillet, la CGT a réaffirmé avec force l'urgence de prendre de nouvelles dispositions pour protéger les salariés au travers d'une véritable politique de création d'emplois, tant dans le public que dans le privé. Il faut contrer l'offensive organisée par le patronat pour dégrader l'emploi dans tout le pays, et accroître la pauvreté et la précarité.

En cette période de crise, les propositions de la CGT pour une ré-industrialisation, le maintien et le développement des services publics et la mise en place d'un nouveau statut du travail salarié sont les solutions pour une nouvelle politique de l'emploi au service de tous.

Il y aura toujours autant de chômage, de précarité et de pauvreté tant qu'il n'y aura pas une politique de l'emploi ambitieuse, des salaires permettant à chacun de vivre décemment, et la possibilité pour tous de partir avec une retraite pleine et entière dès 60 ans.

Par ailleurs, pour garantir l'équilibre des effectifs dans la fonction publique de l'Etat et respecter les engagements de création de 65000 emplois dans des secteurs qualifiés de prioritaires (éducation, justice, police), la DGFIP fait partie des administrations sacrifiées qui vont devoir continuer à absorber des suppressions d'emplois.

Pour rappel, la politique de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite aura abouti pour la fonction publique à la suppression de 150 000 postes entre 2008 et 2012 dont près de 13000 concentrés pour la seule DGFIP (9% du total…) !

Pour BERCY, une partie de la presse pronostique entre 2000 et 2500 emplois supprimés.

Dans le contexte calamiteux des finances publiques, est-ce rentable de supprimer des emplois à la DGFIP et de détériorer les conditions de travail compte tenu de l'ampleur de la fraude fiscale et des performances de recouvrement du contrôle fiscal ?

Pour la CGT FINANCES PUBLIQUES, il faut non seulement arrêter les suppressions d'emplois, mais aussi entamer un état des lieux approfondi permettant d'évaluer les besoins en emplois pour l'exercice de chacune des missions.

la suite à télécharger :

**fichiers:** Télécharger cap_selection_idiv_filiere_encadrement_et_expert.pdf (112.24 Ko)

**Public:** CAP A
Archives CAP (antérieur à 2018)

- -A
- +A
- Version imprimable

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

- version PDF

Leave this field blank